

**DECLARATION SUR LE
PROGRAMME POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION
DU TCHAD**

(Conformément à la Constitution, Article 101)

JANVIER 2024

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Nationaux,

1. Permettez-moi de vous présenter mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Qu'elle soit pour chacun et chacune de vous, pour notre pays et pour tous ceux qui y vivent, une année de paix, d'espérance et d'engagement ; une année de conquête des cœurs de nos compatriotes et de service pour ce que nous avons de plus cher en commun, notre pays.
2. « *Tes ingénieurs te traceront des routes, tes médecins, te rendront fort et grand, à l'œuvre étudiant, sans craindre l'effort, mets l'ignorance et le mal en déroute* ». Ces mots engageant et éloquents ne sont pas les miens. Ce sont ceux de nos mères et pères fondateurs il y a de cela 66 ans au moment de la naissance de la 1^{ère} République du Tchad où ils nous prédisaient un avenir **d'unité, de travail et de progrès** en nous exhortant à nous souvenir collectivement que notre **liberté naîtra de notre courage**, notre courage à nous, Peuple tchadien. Face à la pauvreté et la misère, face aux maladies, face au terrorisme, face à la soif, face au chômage, face à ces précarités qui engloutissent les phares du rayonnement de notre pays, oui face à tout cela, nos pères et mères fondateurs nous ont dit que notre liberté en tant que Peuple, elle naîtra de notre courage.
3. Les ingénieurs, les médecins et les étudiants auxquels faisaient allusion nos pères et mères fondateurs, où en fabrique-t-on ? A l'école bien sûr. Et l'école, Mesdames et Messieurs les Conseillers Nationaux, depuis plus de deux mois, nos enfants n'y avaient plus accès. Nous avons fait de la réouverture des salles de classe, la première action de ce premier gouvernement de la 5^{ème} République et ils ont repris le chemin de l'école ce 08 janvier 2024. Nous nous excusons de ne pas vous avoir demandé au préalable la permission avant de le faire, mais je suis persuadé que chacun et chacune de vous ici est sans doute d'accord que nous ayons remis nos futurs ingénieurs, médecins et étudiants à l'école avant de venir ici vous demander la permission de poursuivre les autres priorités et actions gouvernementales.
4. Descendants des Sao et de Toumaï berceau de l'humanité, nous venons du haut de cette tribune dans cet endroit si spécial nommé Tchad, situé dans le 8^{ème} et le 14^{ème} degré de latitude Nord et entre le 14^{ème} et 24^{ème} degré de longitude Est pour dire au monde qu'en franchissant la porte de la 5^{ème} République, nous voulons ensemble tenir la promesse de ce Tchad qui sera admiré par ses voisins comme l'ont prédit nos fondateurs dans une sorte de prière laïque adressée à Dieu pour qu'il prenne en garde notre Peuple. Chacun de nous tous ici a chanté, le « Que Dieu te prenne en garde et que tes voisins admirent tes enfants, joyeux, pacifiques... ».

5. C'est avec la foi dans cette République qui sera un parapluie pour tous ses enfants que je viens devant vous aujourd'hui, vous honorables représentants du Peuple berceau de l'humanité.
6. 66 ans sont passés depuis ce 28 novembre 1958 de proclamation de la première République lorsque ces paroles fortes de notre hymne ont été prononcées. Depuis lors, des générations se sont succédé jusqu'à ce que ce 29 décembre 2023, nous décidions ensemble, en tant que Peuple de faire décoller l'espoir à travers la 5^{ème} République qui sera assise sur la meilleure des Constitutions de notre histoire.
7. Permettez-moi, au seuil de cette déclaration devant vous et donc devant le Peuple, d'avoir une pensée pieuse pour nos compatriotes dont la vie a été emportée, et tous les martyrs de toutes les crises par lesquelles nous sommes passés en tant que Peuple et dont les plus vivantes dans nos mémoires sont celles du 20 octobre 2022, ce jeudi noir et d'avril 2021 ayant emporté la vie des centaines de nos frères et sœurs y compris le Maréchal. Paix à toutes leurs âmes, paix aux âmes de tous nos compatriotes depuis que le Tchad est République il y a de cela 66 ans. Que Dieu accueille leur âme, apaise nos cœurs et nous oigne de sa sagesse et son intelligence pour dessiner un avenir meilleur et protecteur de chaque vie, car la vie de chaque Tchadien est sacrée.
8. Je voudrais en mon nom, au nom du Gouvernement que je dirige, demander pardon pour toutes nos fautes communes, celles commises par action ou par omission et si me mettre à genoux ici devant vous et devant le Peuple pouvait y contribuer alors, me voici à genoux devant vous pour demander au nom de tous les Gouvernements antérieurs pardon et m'engager au nom de ce Gouvernement nouveau à mieux incarner les valeurs et responsabilités que vous attendez de votre Gouvernement en cette 5^{ème} République de nouvelle fondation, de nouveau départ vers ce Tchad nouveau avec tous et pour tous.
9. Ensemble, engageons-nous pour que ceux qui sont morts pour un idéal de justice, d'égalité, de diversité et de dignité ne soient pas des morts vaines. Nous ne les oublierons jamais. Nous ne laisserons pas leurs familles au bord de la route dans ce Tchad que nous voulons pour tous avec tous, dans l'unité et la diversité que nous nous engageons en tant que Gouvernement à défendre dans une loyauté triangulaire : loyauté **au Président de la République chef de l'exécutif, loyauté à notre Pays et loyauté au Peuple.**
 - (i) **Loyauté au Président de la République d'abord** : lui qui est consacré par la Constitution, chef de l'exécutif et qui trace les grandes lignes de l'action gouvernementale dont j'assumerai totalement et pleinement le rôle de chef d'orchestre comme un copilote à ses côtés afin de servir les Tchadiens et Tchadiennes selon la Constitution.

- (ii) **Loyauté à notre Pays ensuite** : ce Tchad terre de nos aïeux envers qui chacun des membres du Gouvernement s'engage à être loyal en tout temps, en tout lieu et en toute circonstance.
- (iii) **Loyauté au Peuple enfin** : dont vous êtes les représentants et au nom duquel nous sommes tous engagés dans ce Gouvernement de Mission et de Service.

10. Vous le savez, au-delà de l'obligation constitutionnelle qui nous réunit ici, nous sommes à un moment historique de la vie de notre pays ; historique parce que nous nous retrouvons ici dans ce temple, cœur battant de notre embryonnaire Démocratie, pour la première fois, dans cette 5^{ème} République qui vient de naître afin de refonder le Tchad et transformer la vie des Tchadiens et Tchadiennes dans la justice, l'égalité, la diversité, la solidarité et la sécurité tout en prônant les opportunités pour chacun et chacune de nos compatriotes.

11. Il n'y a pas, dans mon cœur, plus grand privilège que celui de servir mon pays et je sais qu'en chacun et chacune de vous ici bat un cœur patriote qui veut servir le Tchad éternel.

12. Je me sens honoré et je me soumetts ici à ce rituel républicain prescrit par **l'article 101 de notre Constitution** pour solliciter votre investiture et obtenir de vous cette confiance sur le Programme Politique du Gouvernement de Transition.

13. Je me soumetts ici à votre jugement et décision avec l'humilité d'un serviteur qui veut se nourrir de l'intelligence collective et s'inscrire dans la continuité d'un Tchad éternel, terre de nos ancêtres, terre pour laquelle il n'y a rien en échange dans le monde.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Conseillers Nationaux,

14. Permettez-moi de rendre grâce à Dieu sans lequel notre souffle de vie n'aurait été renouvelé pour nous permettre de nous retrouver tous ici.

15. Permettez-moi ensuite de rendre hommage, pour l'en remercier, au Président de la République pour la grandeur d'homme d'État engagé pour un Tchad réconcilié, un Tchad d'unité dont il est le garant constitutionnel consacré. Cette grandeur d'homme d'État a été le déclencheur de l'accord de réconciliation de Kinshasa sans lequel je ne serais pas ici avec vous. C'est un honneur extrême qui m'est fait de servir à ses côtés notre pays dans un moment historique où il y a des feux autour de nous dans les pays voisins et où nos compatriotes attendent légitimement que leur intérêt soit au-dessus de tout afin de préserver un Tchad uni, qui veut un nouveau départ dans la justice, l'égalité et la diversité.

16. Permettez-moi aussi de rendre hommage à nos frères Africains notamment ceux de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui étaient et sont toujours au chevet du Tchad pour nous accompagner ainsi que tous les pays partenaires, institutions et amis du Tchad qui se préoccupent du destin de notre Peuple et dans les cœurs desquels le sourire des Tchadiens suscite sourire et la tristesse des Tchadiens suscite aussi tristesse.
17. Permettez-moi enfin de rendre hommage aux illustres personnalités, la vingtaine de mes illustres prédécesseurs de la 1^{ère} à la 4^{ème} République qui, au gré de l'histoire, ici même où dans d'autres endroits portant l'esprit de la représentation nationale, se sont présentés devant vous ou vos prédécesseurs pour ce rituel plein de sens. Nous leur rendons à tous un vibrant hommage pour avoir eu à cœur de servir la République en utilisant leur talent et leur être, avec leurs forces et leurs faiblesses.
18. Cette tribune est donc une tribune qui a connu l'histoire mais c'est surtout un lieu où nous venons dessiner notre avenir commun.
19. Un tel avenir qui ne peut être qu'au pluriel doit se nourrir de l'espoir et du talent de nous tous, descendants de Toumaï et des Sao afin de nous hisser collectivement à la hauteur des enjeux d'un Tchad réconcilié, debout sur ses deux jambes et déterminé à transmettre son humanité et son inspiration au monde.
20. Avec un tel beau pays que Dieu a voulu grand en le mettant au centre géographique de l'Afrique, chacun de nous ici a pourtant entendu pendant son adolescence ou sa jeunesse « **enfant du Tchad tu as trop souffert** ». Nous sommes ici en 2024, dans cette nouvelle année, avec une nouvelle Constitution pour jeter les fondations d'une nouvelle république avec un nouveau Gouvernement pour que la vie de l'enfant du Tchad en 2024, ne soit pas comme la vie de l'enfant du Tchad en 2023.
21. Nous sommes ici pour que la vie de l'enfant de la 5^{ème} République soit meilleure que celle de l'enfant de la 4^{ème} République. Nous sommes ici pour offrir ensemble plus d'espoir et moins de souffrance à tous les enfants de la République.
22. Cette équipe gouvernementale ici devant vous est une équipe de mendiants de l'espoir, pour que le type de sourire que nous avons vu il y a quelques jours sur le visage des enfants reprenant le chemin de l'école soit un sourire ininterrompu, car c'est bien pour eux que nous devons nous battre pour leur laisser un Tchad meilleur que celui chanté par Ahmat Pecos, celui dont nous avons tous hérité.
23. Le Tchad de demain se construit donc bien aujourd'hui. Nous serons donc un gouvernement **en transition dans l'action et en action dans la transition**. Un

Gouvernement en transition vers la finalisation du retour ordonné à l'ordre constitutionnel et un Gouvernement en action sur ce qui ne peut attendre afin de préparer l'avenir démocratique du Tchad en obtenant des résultats tangibles et prompts qui transformeront la vie de nos populations. C'est en cela que nous serons pleinement ce Gouvernement de mission et de service voulu par le Président de la République pour être en phase avec les défis de la République naissante et les enjeux du moment.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Nationaux,**

24. En tant qu'hommes et femmes de terrain, ce n'est pas à vous qu'on apprendra ce que nous disent tous les jours les fils et filles du Tchad avec lesquels vous êtes en contact et vivez quotidiennement. Dans la capitale tout comme dans les provinces, ici à l'intérieur du Tchad tout comme dans la Diaspora, dans nos quartiers tout comme sur les réseaux sociaux, chacun de nous a entendu ces appels **pour plus de justice sociale et plus d'égalité** dans l'accès aux services de base. De façon éloquente et sans filtre, nos compatriotes nous soufflent à l'oreille partout dans le territoire : école mafi, when dérib, où est le goudron ? when almé, when kidmé, when dawa ? Ecole goto, carburant goto, mane goto.
25. Nous ne pouvons rester sourds à ces cris de détresse. Ces exigences nouvelles face à des défis anciens, nous devons y répondre. Ces exigences nouvelles nous commandent d'aborder cette 5^{ème} République avec une vision, une méthode et une cohérence nouvelles.
26. Vous le savez, ce Peuple tchadien qui met sur notre table des exigences nouvelles, il ne veut pas que nous lui présentions simplement un catalogue d'actions en début de chaque année mais il veut aussi, dans cette nouvelle République, une vision co-construite, une méthode de travail axée sur les résultats et le rendre-compte et enfin une cohérence globale dans l'action gouvernementale. **Alors je vais vous parler de cela en premier.**
 - (i) **Une vision co-construite d'abord : elle sera celle du Plan National de Développement.** Le Plan National de Développement (PND) sera notre boussole et l'année 2024 transitoire, une année d'élaboration de ses fondations et de la fondation de ce nouveau Tchad. Sans ce PND, nous serions en train de naviguer à vue. La finalisation du PND est notre priorité absolue pour les prochaines semaines. Ce sera un cadre de référence, participatif, co-construit avec toutes les couches sociales et forces vives de la nation, du secteur public comme du privé. Il sera élaboré cette année pour projeter le Tchad des 5 prochaines années et jeter les bases du Tchad de la future génération. Ce sera le premier PND de la 5^{ème} République qui

doit s'inspirer de ce qui a été bien fait dans les PND antérieurs mais surtout corriger leurs tares, pour permettre de refonder le Tchad et transformer la vie des Tchadiens et Tchadiennes. Et parce que 80% de notre population a moins de 35 ans et que 80% de notre population vit en milieu rural, ce PND qui sera centré autour **de la jeunesse, de la femme et du monde rural** nous permettra de bâtir une société qui profite pleinement du dynamisme de sa jeunesse et qui prend soin des plus âgés, dans une sorte de dialogue intergénérationnel intelligent de transmission tout en bâtissant une société de solidarité qui protège les plus vulnérables parmi lesquels les personnes âgées, ceux qui vivent loin des services publics auxquels ils ont pourtant droit en tant que citoyens.

- (ii) **Une méthode de travail axée sur les résultats ensuite : contrat d'engagement au résultat basé sur une co-construction des indicateurs et activités prioritaires par ministère.** C'est pour cela que je vous annonce que nous avons co-défini et finaliserons avec chaque ministre un contrat de performance et de résultat indexé sur des actions prioritaires qui comprendront les indicateurs de mesure de la performance de chaque département ministériel, mais aussi des indicateurs transversaux qui évalueront la contribution transversale de chaque ministère à la réussite de l'équipe gouvernementale. C'est cette méthode qui a permis l'élaboration de ce programme de Gouvernement qui est le résultat des contributions de chaque Ministre, en cohérence avec les directives présidentielles. Vous l'aurez compris, l'engagement derrière, c'est de valoriser autant la performance individuelle de chaque département ministériel que la réussite collective du Gouvernement. **Ce contrat d'engagement aux résultats** sera assorti donc d'un nombre d'indicateurs clés traduisant les priorités de chaque département ministériel pour l'année. Il fera l'objet d'une évaluation périodique tous les trois mois afin de corriger, accélérer, renforcer, bref guider vers le résultat en partageant les bonnes pratiques. Dans ce sens, un ratio du nombre de jours autorisés hors du pays par mois et par an pour chaque Ministre sera aussi co-validé pour traduire l'engagement du chef de l'État et de moi-même de voir les ministres être sur le terrain, en prenant en compte les cas spécifiques de ceux qui s'occupent de la Coopération internationale et des Affaires étrangères dont les missions viseront à mobiliser à l'International les énergies dont nous aurons besoin pour avoir des résultats concrets ici au Tchad pour nos populations. Chaque mission à l'étranger sera assortie d'un rapport de retour de mission qui indique concrètement les résultats tangibles pour le Tchad.
- (iii) **Une obligation de rendre compte aux citoyens.** A travers des plateformes et mécanismes de rendre compte de type « **Sey le Hakouma** » (**la vérité du Gouvernement**), chaque Ministre aura régulièrement des rendez-vous de

responsabilité avec des citoyens pour expliquer l'action gouvernementale. Un centre d'appel de type « **Allô Hakouma !** » permettra aux citoyens de faire part de leurs doléances et propositions et une équipe dédiée traitera cela pour être chaque jour proche des citoyens qui peuvent eux-mêmes être associés grâce à leurs propositions, à la réussite de l'action gouvernementale. Un ONAMA plus attrayant dans ses programmes permettra aussi d'organiser par diffusion directe (live), ces moments de rendez-vous du Gouvernement avec les citoyens. L'esprit de tels rendez-vous de responsabilité ce n'est pas d'être des tribunaux mais des rendez-vous des Ministres serviteurs pour leurs concitoyens aux noms desquels ils agissent. Une plateforme en ligne permettra aux citoyens de suivre le niveau de progression de chaque action prévue par le ministère et de suivre son état d'exécution avec possibilité de faire leurs observations et remarques. Ce Gouvernement et toutes les administrations sont donc fortement incités à être non seulement des diagnostiqueurs mais aussi surtout des solutionneurs au service des populations à qui ils doivent rendre compte et qu'ils doivent écouter. Nous sommes des serviteurs et non pas des tyrans alors l'écoute et le dialogue est une valeur cardinale.

- (iv) **Gouverner mieux nos ministères pour mieux gouverner le pays à travers une gestion en bon pères et bonnes mères de famille.** L'exemple, disait Ghandi, ce n'est pas le meilleur moyen de convaincre, c'est le seul moyen de convaincre. Le Gouvernement s'appliquera ce qu'il veut voir dans la société. La réduction du train de vie de l'État est attendue des différents ministères et institutions juste après votre décision et nous veillerons à sa mise en œuvre afin de prêcher par l'exemple et utiliser ces économies de vertu républicaine, pour répondre aux problèmes de nos concitoyens. D'ores et déjà, vous l'avez sans doute remarqué, le nombre de ministères a été réduit comparativement au Gouvernement précédent et ces économies nous permettront d'améliorer les conditions de vie de nos compatriotes et de venir en renfort à certains secteurs qui méritent une action coup de poing comme le secteur de l'éducation et de l'énergie.
- (v) **Être exemplaire pour inspirer la société et réconcilier les gouvernants et les gouvernés :** dans cet esprit, conformément à l'article 108 de la Constitution, moi-même et tous les membres du Gouvernement ferons sur l'honneur, par écrit adressé à la cour suprême, la déclaration sur notre patrimoine. Par ailleurs, tous les membres du Gouvernement savent que les dispositions relatives aux marchés publics prévues par l'article 79 leur sont applicables immédiatement. C'est une question de respect de la Constitution et de pratique de bonne gouvernance.

- (vi) **Crédibiliser davantage la signature du Tchad vis-à-vis de ses partenaires nationaux et internationaux.** Nous agissons pour que la signature du Tchad inspire confiance ; confiance aux partenaires sociaux, confiance aux entreprises, confiance aux investisseurs et partenaires du Tchad. Nous devons arriver à ce Tchad où les citoyens diront avec conviction : quand le Gouvernement dit, le Gouvernement fait ; quand le ministre dit, le ministre fait ; quand le Premier ministre dit, le Premier ministre fait ; quand l'État dit, l'État fait. Pour arriver à cette marque de confiance vis-à-vis de nos concitoyens, c'est une mobilisation générale et un changement profond dans la manière de faire qui nous y conduira. Je sais que nous y tenons tous car il en va de la réputation de l'État que nous représentons à divers niveaux. Nous voulons annoncer au monde que le Tchad de la 5^{ème} République et son Gouvernement veilleront au respect de l'engagement sécuritaire du Tchad dans les différents théâtres d'opération et dans les différents fronts contre le terrorisme pour défendre nos intérêts partagés. Ce Gouvernement respectera ses engagements contractuels, économiques et financiers internationaux ; ce Gouvernement agira avec dextérité dans sa responsabilité humanitaire pour l'accueil des réfugiés et des retournés notamment des pays voisins. Être jaloux de la souveraineté de notre pays, c'est aussi cela et être patriote c'est veiller sur la réputation de son pays à travers les actes qui crédibilisent l'État.
- (vii) **Une Justice indépendante et forte comme pilier de la confiance entre l'État et les administrés dans un Tchad consacrant les séparations des trois pouvoirs.** La justice, dit-on, elle élève une nation. Si nous voulons au Tchad un destin de géant, c'est par le chemin de la justice que nous y parviendrons. Nous veillerons en tant que Gouvernement à ne pas permettre les incursions du pouvoir exécutif dans le pouvoir judiciaire. C'est vers un Tchad démocratique que nous allons atterrir à la fin de cette transition et dans une démocratie, la séparation et l'équilibre des pouvoirs est essentiel. Voulons-nous tous un Tchad nouveau aux fondations solides, alors ses piliers doivent être les trois pouvoirs séparés et équilibrés. Cela passe par le fait que chacun accepte de faire sa part de service sans empiéter sur l'autre. Pour renforcer le système judiciaire et le débarrasser des démons qui le phagocytent, nous allons continuer à améliorer les conditions de travail et de sécurité des magistrats pour éviter de les soumettre à la tentation, moderniser les palais de justice et en construire de nouveaux comme celui de N'Djamena.
- (viii) **Renforcement du mécanisme de type vérité-justice-réparation-réconciliation :** ce Gouvernement fera de la réconciliation des Tchadiens et Tchadiennes une cause transversale portée par chaque membre. Et parce que la réconciliation, ce sont des actes et non pas des mots, nous allons, par des actes qui réparent, consolent et restaurent la dignité, rapprocher

les cœurs, car oui la situation de notre pays dans ce nouveau contexte de crise mondiale vaut bien une réconciliation authentique et pérenne sans laquelle aucune adhésion populaire n'est possible et aucune réalisation durable n'est possible. C'est en allant vers toutes les couches sociales que nous définirons ensemble les contours de ces mécanismes qui compléteront l'action du Médiateur de la République prévue dans la Constitution et dont les textes de création et de mise en œuvre vous seront présentés dans les prochains jours.

- (ix) *Mise en place d'une Équipe Gouvernementale de Résultats (Governmental Delivery Unit)* : pour veiller aux résultats et au pilotage des résultats, nous aurons une équipe gouvernementale de résultats. Cette équipe qui rendra compte régulièrement au Premier ministre pour le Président, sera dédiée au suivi-évaluation du programme gouvernemental et des engagements des ministres afin de veiller à la suppression des goulots d'étranglements devant faciliter les résultats tangibles et prompts.

A. GOUVERNEMENT DE MISSION POUR LA FINALISATION DU RETOUR ORDONNÉ À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL D'ABORD. C'EST L'ESSENCE DE CE GOUVERNEMENT

27. Nous sommes un Gouvernement de mission pour finaliser le retour ordonné à l'ordre constitutionnel et notre ambition c'est d'organiser dans les délais impartis, les meilleures élections de l'histoire de notre pays en mettant en place toutes les Institutions prévues dans la Constitution, en définissant **par le dialogue avec tous les acteurs politiques et forces vives de notre pays**, le calendrier, le chronogramme et les moyens physiques et financiers nécessaires au retour à l'ordre constitutionnel.
28. Parce que le succès de la transition se mesurera à la finalisation de ce retour à l'ordre constitutionnel dans la stabilité, la quiétude en permettant aux Tchadiens et Tchadiennes de choisir librement leurs dirigeants à tous les échelons, cet objectif sera notre boussole de tous les jours et de toutes les secondes.
29. *Nous veillerons à l'Effectivité des Institutions retenues dans la Constitution et des résolutions et recommandations prises au DNIS, dans l'accord de paix de Doha et dans l'accord de réconciliation de Kinshasa.* En tant que signataire de l'accord de Kinshasa, Président du Haut Comité de Suivi de la mise en œuvre des résolutions et recommandations du DNIS et surtout Chef du Gouvernement, nous veillerons à la mise en œuvre des institutions approuvées par les Tchadiens dans la Constitution tout en veillant à l'application des accords de Doha, des résolutions et recommandations du DNIS et de l'accord de réconciliation de Kinshasa.

30. Ce travail, nous le ferons aussi grâce aux contributions additionnelles de toutes les forces vives vers lesquelles nous irons incessamment car il s'agit de l'avenir de tous les Tchadiens et le dialogue est l'arme des forts que nous utiliserons en permanence.

31. Ce travail, nous le ferons en nous appuyant sur les prérogatives que nous confère la Constitution qui est le meilleur accord possible et le meilleur pacte qu'un Peuple peut signer avec lui-même.

32. Dans la même veine, dans les prochains jours, les projets de loi et ordonnances relatives à la mise en place de l'Agence Nationale de Gestion des Élections (ANGE), à la création du Conseil Constitutionnel, du Médiateur de la République et du Haut Conseil aux chefferies traditionnelles seront soumis à votre validation. Les autres textes relatifs aux autres institutions sont dans le circuit d'approbation et suivront incessamment.

33. Respect du calendrier conduisant à l'organisation des élections dans les délais impartis.

En synergie avec la future Agence Nationale de Gestion des Élections nous ferons de la tenue des élections dans les délais impartis, la boussole de l'action gouvernementale. Il s'agit de l'élection présidentielle, des élections législatives et sénatoriales, des élections communales et provinciales. Le rôle du gouvernement sera de mobiliser les ressources pour l'organisation de ces élections autant sur le budget de l'État qu'au niveau des partenaires. Nous allons ainsi :

- (i) mettre en place le cadre juridique et institutionnel des élections ;
- (ii) mettre à niveau le système d'information électoral ;
- (iii) conduire les opérations électorales suivant les normes et standards pour des élections inclusives, crédibles, transparentes et donc apaisées ;
- (iv) sensibiliser et former à la participation des populations dans toutes les couches (femmes, hommes, jeunes, personnes âgées, ruraux, urbains, Tchadiens de l'intérieur et la Diaspora).

B. GOUVERNEMENT D'ACTION ENSUITE, CAR IL Y A DES DEFIS ET EXIGENCES DU PEUPLE TCHADIEN QUI NE PEUVENT ATTENDRE, MEME PENDANT UNE TRANSITION .

34. Nous allons agir pour des résultats prompts et tangibles, c'est la mission à nous assignée par le Président de la République, mission rappelée dans son dernier discours à la Nation. Il y a des urgences pour nos concitoyens qui ne peuvent pas attendre et qui doivent être traitées avec célérité en parallèle de la principale mission de finalisation du retour à l'ordre constitutionnel.

35. Il est sans doute utile de rappeler qu'en lançant une plateforme en ligne pour recueillir la contribution des Tchadiens dans l'élaboration de ce programme de gouvernement, force est de constater qu'ils étaient des milliers à aller

répondre, ce qui donne un échantillon informatif utile. Sur cet échantillon que nous pouvons mettre à disposition, les premières priorités sont : (i) l'éducation (19%) ; (ii) l'emploi (14%) ; (iii) l'organisation des élections pour le retour à l'ordre constitutionnel (7%) ; (iv) la santé (5%) ; (v) la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance (5%) ; (vi) l'accès à l'énergie (4%) ; (vii) la sécurité (3%) ; (viii) la lutte contre la cherté de vie (3%) ; (ix) l'amélioration du climat des affaires et le développement du secteur privé (2%). Ceci nous a conforté en ce sens que ces priorités spontanément exprimées par un échantillon de la population, se trouvent en phase avec l'action gouvernementale conformément au cap fixé par le Président en Conseil des Ministres et que nous avons le privilège de vous soumettre.

36. En nous appropriant les bonnes actions prévues par les Gouvernements antérieurs et non réalisées, le Gouvernement, à travers ses actions prioritaires se focalisera sur 4 axes stratégiques d'intervention :

- I. FAIRE DE L'ÉCOLE LA CAUSE SACRÉE DE LA RÉPUBLIQUE ET LA SANTÉ DE LA POPULATION LE RESSORT DE LA PRODUCTIVITÉ DE NOTRE PAYS.
- II. GARANTIR LA SANTÉ ÉCONOMIQUE DE NOTRE PAYS GRACE À DES ACTIONS FORTES DANS LES SECTEURS CLÉS DONT L'ÉNERGIE, ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, LE TRANSPORT, L'AGO-PASTORAL, L'EAU...
- III. RENFORCER LES MESURES DE JUSTICE SOCIALE ET D'OPTION PRÉFÉRENTIELLE POUR LES VULNÉRABLES ET LES OUBLIÉS DE LA RÉPUBLIQUE
- IV. PROMOUVOIR DES MESURES TRANSVERSALES D'ACCELERATION DE L'EFFICACITÉ ET L'ÉQUILIBRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

I. FAIRE DE L'ÉCOLE LA CAUSE SACRÉE DE LA RÉPUBLIQUE ET LA SANTÉ DE LA POPULATION LE RESSORT DE LA PRODUCTIVITÉ DE NOTRE PAYS.

37. L'école sera la cause sacrée de la République. Nous voulons faire de l'École, la cause sacrée de la République en l'élevant au rang de la première priorité gouvernementale et en déclarant l'état d'urgence de l'enseignement supérieur :

- (i) Nous travaillerons dès cette année pour jeter les fondations d'un pays où l'éducation de nos enfants deviendra la première priorité en budget en moyen, en rang protocolaire et si vous permettez, dans le cœur de chaque Tchadien afin de lui consacrer toute l'attention nécessaire au nom des enfants de la République. Déjà, dès la formation de ce Gouvernement, le Président de la République a décidé que le ministère de l'Éducation Nationale et de la promotion civique soit remonté dans l'ordre protocolaire pour être le premier des ministères juste après les ministères d'État ; ce qui est un signal fort éloquent en plus de l'augmentation de 19% du Budget du

- ministère de l'éducation nationale que vous avez-vous-mêmes approuvé pour cette année ;
- (ii) La réouverture des salles de classe de l'école publique fermées depuis plus de 2 mois en consacrant des moyens additionnels y compris 1 milliard FCFA au moins d'économie résultant de la fusion et suppression de certains ministères, est gage de l'engagement de l'État à être au chevet de l'école. Dans les prochaines semaines, après la finalisation de leur recensement, les maîtres communautaires seront payés avec les ressources déjà sécurisées et disponibles. Nous poursuivrons le dialogue permanent avec tous les acteurs du système éducatif pour trouver ensemble les solutions dans ce secteur dont les véritables stars doivent demeurer nos enfants.
 - (iii) La déclaration de l'état d'urgence de l'enseignement supérieur pour y consacrer des moyens additionnels ;
 - (iv) Le déploiement prochain du programme « un village une école » type avec son système d'accès à l'eau et son éclairage ;
 - (v) Le recrutement de plus de 6 000 enseignants et la finalisation du recensement des maîtres communautaires ;
 - (vi) La réfection des lycées et les mesures d'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel de l'éducation nationale grâce aux équipements divers y compris les moyens roulants, les équipements et matériels informatiques ;
 - (vii) La construction des délégations de l'éducation nationale dans les provinces sont autant d'actions pour un coût total de 34 milliards FCFA prévus auxquels ajouter l'utilisation des ressources déjà mobilisées auprès des partenaires et qui n'attendent qu'à être décaissées;
 - (viii) Dans la même veine, au niveau de l'enseignement supérieur où au total 82 milliards sont prévus pour les 10 actions prioritaires en plus de la déclaration d'état d'urgence pour l'enseignement supérieur effectuée par le Président de la République. Dans ce secteur, une augmentation de 29% du budget est prévue dont la moitié sera consacrée aux investissements en y ajoutant les financements extérieurs. Nous veillerons à la disponibilité des ressources financières à temps pour permettre la réalisation diligente de ces investissements et formations indispensables pour ce secteur. Un accent particulier est mis pour recycler nos enseignants du supérieur afin d'être en phase avec l'évolution du monde. Les étudiants et les enseignants, ce sont les stars de l'enseignement supérieur. C'est pour cela que le gouvernement prévoit 27 milliards pour améliorer le cadre de vie des étudiants notamment doter le CNOU (Centre National des Œuvres Universitaires) de moyens financiers additionnels et des moyens de transports pour les étudiants. Des formations sont aussi prévues pour renforcer la bonne gouvernance dans le secteur.

38. Agir pour une promotion civique élevée. Le ministère de l'Éducation nationale est aussi chargé de la Promotion civique car c'est bien à l'école que nous

devons à la base, enseigner à nos enfants, la loyauté au Pays et la promotion du patriotisme à toute épreuve. A cet effet, il sera institué dans les prochains jours, la levée effective des couleurs nationales en début de semaine dans chaque établissement public. Et pour donner l'exemple, chaque institution de l'État est appelée à le faire avec son personnel dans chaque ministère et institution gouvernementale. C'est bien à l'école de la République que nous devons apprendre aux enfants que le drapeau du Tchad ce n'est pas du *yangour sakhite*. C'est bien à l'école de la République que nous devons apprendre à nos enfants qu'on ne confisque pas ce qui ne nous appartient pas ou qui appartient à tout le monde. C'est bien à l'école de la République qu'on doit apprendre aux enfants le respect de l'autorité et le respect de l'égalité en enlevant de la tête des garçons que leurs sœurs qui sont aussi brillantes qu'eux en classe ne doivent pas demain être traitées de *mara sakhite*. Le civisme et la discipline dans toutes ces composantes sera au cœur de l'action gouvernementale au moment où nous voulons jeter les fondations nouvelles d'un Tchad complet.

39. Agir pour un Tchad plus pratique et moins théorique en renforçant la formation professionnelle.

La transformation profonde de la vie des Tchadiens passe inéluctablement par une orientation plus pratique. Économiste de formation, je puis du haut de cette tribune vous affirmer que le Tchad a besoin de plus d'ingénieurs sur le terrain que d'économistes. Il faut certes tout pour faire un monde, mais vous l'aurez compris, comment transformer les dates de Faya sans des ingénieurs ? Comment transformer les tomates et les peaux d'animaux d'Abéché sans les Ingénieurs ? Comment transformer les mangues de Doba, les polders du lac Tchad et les Casiers de Bongor et Laï sans les Ingénieurs ? Comment transformer les *bourbayo* de Moundou et le manioc de Moissala sans les Ingénieurs ? Et c'est bien dans les écoles pratiques et professionnelles que nous formerons tous ces ingénieurs qui doivent rendre fort le Tchad et lui traceront les routes qui manquent.

40. Cette année, nous allons travailler à construire et rendre opérationnelle l'école de transformation de peau d'abéché pour lequel environ 4 milliards de nos francs sont prévus. Par ailleurs, environ 1 milliard FCFA est prévu pour offrir des kits d'insertion pour les meilleurs de chaque filière. Au niveau de la microfinance, toute l'organisation du secteur, y compris l'élaboration et l'adoption de la politique nationale et du cadre réglementaire ainsi que la création et le refinancement du fonds de garantie sont prévus. Dans ce ministère qui a connu plus de 231% d'augmentation de son budget, 17 milliards sur les 18 milliards seront consacrés essentiellement aux investissements pour des formations professionnelles.

41. Guérir notre système de santé de ses propres maladies pour mieux soigner et prévenir. Bâtir un système de santé solide c'est le guérir de ses propres maladies afin de lui permettre d'alléger les souffrances de nos compatriotes. Des actions fortes sont prévues dans ce secteur pour améliorer la gouvernance et le leadership dans le système ;

- (i) **Agir pour une meilleure gouvernance du secteur de la santé :** ceci comprend la réduction du nombre de voyages, la réduction des compositions des missions, la réduction du taux de frais de mission et de la durée dans les missions ; la révision de l'organigramme en passant par la réduction du nombre des membres des conseils d'administration et l'harmonisation des jetons de présence dans les conseils d'administration des institutions du secteur tout en privilégiant des achats groupés pour faire des économies d'échelle. Ce réflexe sera d'ailleurs celui de tous les départements ministériels et des institutions affiliées.
- (ii) **Conception et mobilisation de financement pour la mise en place d'un Plateau médical de référence nationale capable de soigner tout le monde, le Président de la République, le Premier ministre, les Présidents des Grandes Institutions et tous les citoyens au nom de l'égalité d'accès au soin.** Nous qui ne pouvons pas bénéficier d'évacuation sanitaire, que faisons-nous ? Ceci est une question qui m'a été posée par un Tchadien lorsque je rendais visite aux malades dans un centre de santé récemment. Je lui ai répondu que nous allons travailler dès cette année pour que d'ici deux ans, le Tchad se dote d'un plateau médical capable de soigner le Président de la République, le Premier ministre, le ministre de la Santé et donc un plateau médical de référence nationale où tous nous pourrions nous soigner. Si dans deux ans nous n'avons pas cela et que j'ai une maladie qui nécessite une évacuation sanitaire, alors je vous demande de ne pas m'évacuer et j'imagine que par solidarité gouvernementale, tous les membres du Gouvernement feront la même chose en commençant par le ministre de la santé. Car comment demander aux compatriotes de faire confiance au système de santé dont nous avons la responsabilité si nos enfants à nous les privilégiés sont évacués pendant que la vaste majorité se meurt ici. J'entends quelqu'un me souffler à l'oreille que dans deux ans, soit nous réussissons à nous soigner tous ici, soit nous mourrons tous ici ensemble. On ne peut pas évacuer tous les malades et donc l'égalité d'accès aux soins, c'est aussi l'équité pour chaque Tchadien et Tchadienne car, la vie de chaque Tchadien importe dans le cœur du Président de la République, de moi-même et de tous les membres du Gouvernement.
- (iii) **Réaliser le Programme 1 Village 1 Dispensaire.** Soigner notre système de santé, c'est aussi y investir pour que le monde rural où nos compatriotes continuent de perdre la vie à cause du manque d'accès aux soins primaires ait accès au minimum sanitaire. Pendant cette année, nous allons lancer

officiellement la phase pilote du programme 1 Village, 1 dispensaire dont l'objectif est de doter chacun de nos villages d'un dispensaire type. Nous connaissons le nombre de villages au Tchad et dans une répartition géographique par province, ce programme va commencer cette année afin d'étendre dans tout le pays l'accès aux soins. Et comme on ne peut réaliser un programme 1 village 1 dispensaire sans y envoyer médecin et ou infirmier, vous voyez donc que c'est une approche systémique qu'il nous faut. Et si on doit doter chaque dispensaire d'un système d'alimentation en eau et de système solaire, vous voyez que plusieurs ministères travailleront ensemble pour soigner le système de santé de notre pays. **Un projet pilote avec des villages repartis au prorata de la population de chaque province sera déployé pour commencer.** Sur les 46 milliards de budget d'investissement, plus de la moitié est dédiée aux programmes d'urgence pour le monde rural où les taux de mortalités infantiles et maternelles sont les plus élevés et qui nous commandent d'agir maintenant tout en poursuivant la dynamique d'équipement des infrastructures sanitaires. Pour nos mamans qui meurent en donnant la vie à cause des hémorragies qui sont la première cause de mortalité, nous rendrons disponibles les produits et consommables de transfusion sanguine dans toutes les 23 provinces afin de sauver leur vie. Chaque minute qui passe, c'est des vies en moins et dans ce domaine, nous ne devrions plus perdre un seul jour.

- (iv) **Réaliser la Couverture Santé Universelle** : soigner notre système de santé, c'est aussi déployer et réaliser le système de couverture médicale universelle pour que les maladies bénignes ne continuent pas à nous décimer. Imaginez un Tchad où chaque Tchadien, avec son identifiant national, moyennant une petite cotisation et un appui de l'État, pourra se soigner pour que ces maladies de type paludisme et fièvre typhoïde devenues carrément une épidémie installée dans chaque foyer, ne continuent plus à nous décimer.
- (v) **Préparer notre pays à faire face aux prochaines épidémies de type COVID** : en renforçant la dimension recherche dans le système sanitaire. Ceci nous permettra de renforcer notre résilience face à ces chocs mortels.

II. GARANTIR LA SANTÉ ÉCONOMIQUE DE NOTRE PAYS GRACE À DES ACTIONS FORTES DANS LES SECTEURS CLÉS DONT L'ÉNERGIE, L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, LE TRANSPORT, L'AGO-PASTORAL, L'EAU...

42. **Agir pour que la lumière soit et ne fuit plus.** Je ne connais pas d'exemple de pays qui s'est développé sans électricité et sans énergie. La refondation du Tchad et la transformation de la vie des Tchadiens et Tchadiennes ne peut se faire sans énergie ; car l'énergie explique jusqu'à 60% de la croissance et donc l'industrialisation et la création de la richesse des nations. Ce n'est pas un

hasard si nous avons scindé dans ce Gouvernement le ministère initial pour que la question de l'énergie et donc de l'électricité aussi soit traitée avec une diligence spécifique y compris en ayant recours aux énergies renouvelables dans notre pays qui a du soleil à revendre. Cette question spécifique de l'électricité qui fait partie de l'énergie tient à cœur tout l'exécutif. L'énergie c'est la synovie pour l'économie d'un pays et le Tchad ne peut pas briller en ayant plus de 90% de son territoire dans l'obscurité et les 10% restant alimentés par une lumière intermittente. Sans énergie, aucune industrialisation n'est possible et donc aucun projet structurant n'est possible. Des actions prioritaires sont prévues pour finaliser la réforme du secteur de l'énergie ; augmenter la production électrique à N'Djamena et dans les autres villes ; développer le transport et la distribution et renforcer les capacités des agents tout en travaillant à connecter notre pays notamment au Cameroun dans le cadre de l'interconnexion électrique qui facilitera les échanges.

Au niveau électrique les actions prioritaires comprennent :

- (i) La finalisation de la réforme du secteur : société de transport et distribution d'électricité ; finalisation du statut juridique de la Société Nationale d'Électricité (SNE) ;
- (ii) Le renforcement à court terme, de la capacité de production électrique à N'Djamena qui concentre l'essentiel de la consommation ;
- (iii) Électrification de 20 villes au solaire et diesel, installation de 5000 lampadaires solaires en province et 10 000 à Ndjamaena assortie de l'électrification de 12 villes identifiées.
- (iv) Le Renforcement des capacités et recrutement de 50 ingénieurs.

Au niveau pétrolier

- (i) Élaboration d'un plan stratégique 2024-2028
- (ii) Extension de la capacité de stockage de la Société de Raffinage National : dans les 8 mois au plus tard, nous prévoyons une augmentation de capacité de 35 000 m3 pour améliorer la capacité de stockage
- (iii) L'opérationnalisation de la société tchadienne des dépôts pétroliers pour constituer une réserve stratégique devant palier les problèmes de pénurie.
- (iv) L'intensification des mesures de contrôle de vente frauduleuse du carburant dont vous constatez sans doute ces dernières semaines l'efficacité croissante.

43. Faire de l'accès à l'eau potable pour tous la cause d'humanité, car l'eau c'est la vie. Nous sommes un Peuple et une humanité capables grâce aux progrès technologiques, de transporter sur des milliers de Km du pétrole brut pour aller vendre et raffiner mais serions-nous incapables de transporter de l'eau dans les recoins de notre pays qui en manquent afin de désaltérer ce Peuple qui a soif ? L'eau c'est la vie a-t-on coutume de dire. Dès cette année, nous commencerons le programme pilote, « **1 village, une source d'eau potable** ». Au moyen des systèmes solaires, de pompes à motricité humaine, de systèmes

innovants de transport d'eau, nous avons l'obligation de donner de l'eau potable à nos compatriotes. Le peuple tchadien dont tout le territoire est assis sur de l'eau, tend la main pour quémander de l'eau potable. 66 ans plus tard et 5^{ème} République plus tard, ce n'est pas trop demander de la part de ce Peuple patient que d'exiger d'avoir de l'eau à boire. Le programme « 1 village une source d'eau potable » sera doublé des programmes d'adduction d'eau potable dans 13 centres urbains ou semi-urbains identifiés notamment dans de nombreuses localités à travers le pays.

44. Désenclaver le Tchad sur le plan numérique grâce à l'Économie numérique et l'intelligence artificielle : (17 milliards FCFA prévus dont 16 milliards essentiellement pour les investissements). Nous devons faire rentrer définitivement notre administration dans le 21^{ème} siècle et ce sera à travers l'économie numérique et l'intelligence artificielle. Nous allons commencer par des choses simples qui renforceront l'efficacité et donc la productivité de l'État et impacteront à terme notre propension à mieux servir nos concitoyens et mieux créer de la richesse.

(i) ***La digitalisation de l'État à travers un E-gouvernement effectif.*** Le Président de la République nous a instruit pour que le voyage d'un Ministre, ou d'un responsable de l'administration publique n'arrête plus le travail et que la bureaucratie avec les mille feuilles ne consomme pas inutilement le temps de l'action gouvernementale. J'y veillerai. Comment faire cela ? Grâce à la digitalisation de l'État. **Nous allons commencer par les choses simples qui manquent :** un intranet gouvernemental, la systématisation de la transmission électronique et signature électronique des documents ; l'archivage numérique des documents de l'administration ; la numérisation du Journal Officiel de la République ; l'opérationnalisation d'un Datacenter National (Centre de données nationales) car les données du Gouvernement sont comme les œufs de la République et nous devons les protéger dans ce monde où les données sont chères et stratégiques et où la Cybersécurité doit devenir un enjeu majeur pour notre Gouvernement. Quelqu'un a dit que notre administration est archaïque et moyenâgeuse, alors transformons-la ensemble par le numérique et rentrons pleinement dans le 21^{ème} siècle. C'est bon pour l'environnement, c'est bon pour l'efficacité et donc la productivité ;

(ii) **Le ministère de l'Enseignement supérieur travaillera à la création d'un département d'intelligence artificielle** pour que nous donnions à nos étudiants, la chance de faire partie des meilleurs du 21^{ème} siècle qui sera le siècle de l'économie numérique et de l'intelligence artificielle. Il y a des talents dans la République, donnons-leur le moyen d'être structurés et alors, de Faya à Maro, d'Abéché à Sandana, ils deviendront imbattables dans le monde parce qu'ils feront partie des inventeurs des solutions du

monde qui vient. Nous pouvons étendre ce programme à l'éducation de base pour que très jeunes, les futurs fabricants de drones, de robots intelligents soient identifiés, formés au codage et à la robotique. Ces innovations boosteront notre agriculture, notre élevage et de nombreux autres secteurs qui gagneront en efficacité et efficience.

- (iii) **Poursuite du maillage du territoire en fibre optique** pour que l'Internet se démocratise dans tout le pays et nous avons le devoir de trouver une solution adaptée pour faciliter l'accès à Internet à tous dans un pays aussi vaste que le nôtre et aucune solution ne doit être taboue y compris des solutions de type satellitaire qui marchent partout ailleurs.
- (iv) Création d'une banque postale assortie de la modernisation de ses services ;
- (v) Mise en place des bibliothèques numériques en collaboration entre Ministère de l'Éducation nationale, le Ministère de l'Enseignement supérieur et le Ministère de l'Économie numérique afin d'ouvrir les portes du savoir à chaque localité de la République ;
- (vi) Déploiement des enseignements en ligne accessibles dans le territoire national grâce aux plateformes de type MOOC (Massive Open Online Courses ou les Cours Gratuits en Ligne). Nous devons tirer les leçons des périodes d'épidémie de COVID qui ont empêché l'école physique et travailler à ramener l'école au plus proche des élèves et étudiants en utilisant les outils modernes. C'est aussi cela préparer solidement un Tchad Post-Covid qui ne retombe plus dans les mêmes travers.
- (vii) Redynamisation du groupe Sotel pour influencer positivement le secteur et baisser les coûts pour l'usager final. Nous devons ramener au sein de nos entreprises publiques et parapubliques, les bonnes pratiques des entreprises privées qui prospèrent et améliorer la gouvernance globale pour les rendre compétitives.

45. Désenclaver le Tchad au niveau interne et externe grâce à des Infrastructures économiques et de désenclavement :

- (i) C'est pour réaliser cet objectif qu'au sein de ce Gouvernement nous avons un Ministère qui porte bien son nom de Ministère des Infrastructures et du désenclavement. Ce Ministère travaillera en synergie avec celui du transport et de l'avion civile pour désenclaver le Tchad dans les airs et au sol grâce aux chemins de fers dont l'opérationnalisation de l'office sera accélérée dans l'action gouvernementale.
- (ii) Dans la même veine, nous mettrons un point d'honneur à augmenter les liaisons aériennes avec d'autres pays notamment africains en créant les conditions de retour des compagnies aériennes y compris celles qui ont été amenées à quitter notre pays. L'ouverture de nouvelles liaisons aériennes avec d'autres pays permettra une saine concurrence et offrira des options

- additionnelles de voyage qui permettront de baisser le coût des voyages pour l'usager tchadien et donc d'améliorer le pouvoir d'achat.
- (iii) Notre Gouvernement travaillera en synergie avec les maires d'arrondissement de N'Djamena et des villes secondaires pour déployer des programmes d'aménagement des axes routiers au moyen des pavés pour lesquels les machines seront acquises par co-contribution entre l'État central et les communes et ainsi permettre à des coûts raisonnables, d'aménager des axes abondamment empruntés par nos compatriotes mais qui sont impraticables dès l'arrivée des saisons des pluies. Les expériences de routes pavées encourus dans d'autres pays, y compris africains seront utilement transposées pour servir. Il est ici utile de rappeler que les principales routes de certaines capitales y compris dans les pays plus développés économiquement, sont faites de pavés. C'est donc possible de le faire ici chez nous.

46. MODERNISER LES PILLIERS HISTORIQUES DE NOTRE ÉCONOMIE EN MONTANT DANS LA CHAÎNE DE VALEUR AGRO-PASTORALE

- (i) **Agriculture et élevage, les deux jambes d'un même corps : si l'une est malade, l'autre ne peut conduire loin.** Quoique vous fassiez dans la vie, vous devriez manger pour vivre et en général quand un Tchadien mange, sa boule, la viande n'est pas loin donc l'agriculture et l'élevage, ce sont les deux jambes d'un même corps et doivent être traités avec la considération due à un secteur en duo qui fait vivre plus de 80% de la population tchadienne. Résoudre les problèmes de ce secteur, c'est résoudre les problèmes de l'essentiel de notre population.

Le double paradoxe dans ce secteur est connu et c'est celui d'un pays qui a 39 millions d'hectares de terres cultivables, 335 000 hectares de terres irrigables et du soleil pour les solutions de goûte à goûte et pourtant presque la moitié de la population tchadienne vit dans une malnutrition ou est victime de famine régulière parce que dépendante d'une pluviométrie intermittente et des conflits qui rongent les récoltes. Ce dont **l'agriculture tchadienne a besoin, ce n'est pas de la pluie, mais de l'eau** et l'eau, nous en avons en abondance sous terre et n'en utilisons que 3% du renouvelable pour notre agriculture. Toutes ces imperfections que nous avons cumulées jusqu' à la 4^{ème} République ont laissé nos concitoyens dans la faim et la cherté des denrées alimentaires. La pire des indignités pour un être humain, c'est de mourir de faim et cette 5^{ème} République, si nous la voulons utile pour tous, nous devons au moins permettre aux Tchadiens de manger à leur faim.

Le deuxième paradoxe, c'est celui d'exportation sur pied de nos bétails ou l'exportation sans transformation des peaux, sabots et cornes ; autant de produits qui peuvent être transformés sur notre sol et ainsi créer de l'emploi et générer de revenus en étant vendus avec valeur ajoutée dans les pays voisins.

- (ii) **Produire plus et transformer mieux.** Pour notre secteur agricole, nous devons agir autant sur la production que la transformation : c'est la mission assignée au ministère de la Production et de la transformation agricole. Pour répondre durablement aux problèmes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le Gouvernement agira autant sur l'assistance alimentaire que l'appui à la production agricole en diversifiant les sources d'eau dont l'agriculture a besoin. Pour faciliter la maîtrise et la gestion de l'eau, des projets de réhabilitation et aménagements hydroagricoles sont prévus. Au total, plus de 88 milliards sont prévus en investissement dans le secteur pour cette année.
- (iii) **Organiser un Salon Agro-Pastoral de synergie sectorielle et de valorisation de ce secteur en duo :** Le Gouvernement s'évertuera à planifier et organiser un salon agro-pastoral où les produits agricoles et pastoraux seront exposés pour qu'éleveurs et agriculteurs se côtoient et se rendent encore davantage compte de leurs complémentarités et structurer ce secteur pour le faire monter dans la chaîne de valeur grâce à des unités de transformation des produits. Ce sera aussi un « souk », un marché ouvert à tous les consommateurs et potentiels investisseurs dans ce secteur qui doit quitter progressivement sa dimension traditionnelle pour devenir un business à part entière pouvant créer des emplois durables au-delà des bouviers et de l'agriculteur à la houë.
- (iv) **Mettre fin aux conflits dits agriculteurs-éleveurs qui sont essentiellement les conflits entre le droit et le non droit, des conflits entre la justice et l'injustice :** en redonnant de la force à notre système judiciaire, nous agirons à court terme sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs. En permettant aux citoyens d'être gouvernés demain par des assemblées locales élues, nous donnerons les moyens locaux de résolution des conflits dans ce secteur qui doit se départir de certains détenteurs de pouvoir parmi nous qui aujourd'hui sont juges et partie.
- (v) En plus de la revue du code pastoral non promulgué à date, la finalisation des abattoirs modernes de Djermaya et des laiteries prévues seront entre autres les investissements de transformation des produits d'élevage pour exporter les produits avec le label « Made in Chad » (fabriqué au Tchad).
- III. **RENFORCER LES MESURES DE JUSTICE SOCIALE ET D'OPTION PREFERENTIELLE POUR LES VULNERABLE ET LES OUBLIÉS DE LA REPUBLIQUE**

47. **Agir pour un Tchad qui fasse des vulnérables et oubliés de la République, l'option préférentielle de l'action gouvernementale.** Adopter des mesures de justice sociale et d'option préférentielle pour les oubliés et les vulnérables de

la République, c'est cela qui donnera un visage humain à nos politiques publiques. Ce n'est donc pas un hasard si dans ce Gouvernement, tout un département ministériel a été érigé pour porter bien son nom : Ministère de l'Action sociale, de la Solidarité nationale et des Affaires humanitaires. Oui nous voulons une République à visage humain et une République solidaire. Dans ce rôle, le Tchad qui paie le prix fort en accueillant aussi abondamment sur son sol les réfugiés mérite aussi en retour une solidarité internationale concrète. C'est pour cela que ce travail se fera en synergie avec les amis et partenaires du Tchad aux portes desquels nous allons frapper dans la dignité. Nous allons :

- (i) Agir pour les 300 000 personnes à mobilité réduite et victimes des conflits qui leur ont laissé un handicap physique : le Gouvernement le fera grâce à des mesures d'autonomie économique et sociale ;
- (ii) Appuyer la réinsertion des personnes déplacées à l'intérieur du Tchad parmi lesquelles les 100 000 Tchadiens retournés du Soudan et les futurs retournés de la RCA ; ces deux pays avec lesquels nous partageons frontières, culture et peuples frères.
- (iii) Étendre le programme des filets sociaux pour cibler les environ 1 million de Tchadiens en situation d'extrême pauvreté
- (iv) Opérationnaliser la couverture santé universelle pour réduire les dépenses des ménages en matière de santé devenues insupportables pour nos compatriotes qui sont obligés de se rabattre sur des guérisseurs de quartier et les docteurs « choukou », aggravant ainsi souvent leurs problèmes à court ou moyen terme.
- (v) Doter en urgence les services d'urgence dans nos hôpitaux en moyen d'action.
- (vi) Dédier un guichet ONASA pour les Tchadiens vivant avec le salaire minimum qui ne leur permet plus de vivre dignement en attendant une revalorisation prochaine de ces bas salaires, un guichet pour les enseignants ; les bénéficiaires de petites retraites et autres couches sociales qui ont ponctuellement besoin d'un coup de pouce républicain.
- (vii) Nous travaillerons aussi avec les opérateurs économiques et les commerçants pour agir collectivement en faveur des couches vulnérables.

48. Transformer le climat des affaires, diversifier notre économie et créer les conditions de création de richesse et d'emploi pour notre jeunesse dont le chômage de masse est une bombe à retardement.

(i) Restaurer la dignité de notre jeunesse formée qui chôme en l'aidant à s'auto employer et en faisant du Tchad une Start Up Nation :

La jeunesse c'est l'essentiel du Tchad parce que plus de 70% de notre population est constituée de jeunes de moins de 35 ans. A cette jeunesse qu'il faut trouver du travail, bâtir pleinement sur le plan intellectuel, physique et mental, nous devons et nous allons donner plus que les congrès, fête et forum. C'est pour cela

que dès cette année, sera élaborée la politique nationale de l'entrepreneuriat des jeunes assortie de formation et financement des projets des jeunes dans les 23 provinces sur budget de l'État. La finalisation des chantiers d'infrastructures sportives permettra aussi la pratique sportive et le développement de la jeunesse à travers des compétitions nationales. En demandant aux Tchadiens de tout bord de candidater il y a une semaine pour quelques dizaines de postes à la Primature, nous avons reçu en moins d'une semaine plus de 10 000 candidatures de Tchadiens et Tchadiennes bien formés qui cherchent ces emplois. Cet enthousiasme et ce nombre sont en eux-mêmes éloquents sur l'état du chômage endémique dans notre pays. Le chômage de masse dans un pays comme le nôtre dont moins de 20% de la population est diplômé est un drame qui doit nous interpellier tous. Dans les universités étrangères, y compris le Cameroun voisin, nous avons plus de 100 000 étudiants dont la moitié finira ses études dans un ou deux ans. Qu'allons-nous faire d'eux ? Faut-il les laisser venir gonfler simplement le stock de ceux que nous formons ici dans nos universités sans perspective d'emplois à court terme ? Face à cela, nous devons faire feu de tout bois et l'ambition du Gouvernement est de renforcer la mise en œuvre des initiatives prises pour l'emploi, notamment l'initiative 50 000 emplois décents pour les jeunes qui sera réévalué, restructuré et renforcé dans le sens d'atteindre à terme 100 000 emplois pour les jeunes, dans le secteur privé. Nous ferons appel aux partenaires dans ce domaine aussi et aux banques nationales et structures de support et structuration des projets. Ceci permettra de remettre un peu **d'oxygène social et économique** pour notre jeunesse qui s'étouffe sous le poids d'un tel chômage structurel. Dans le but d'avoir une jeunesse partageant le même destin, nous allons transformer les organes et évènements des jeunes (Conseil National de la Jeunesse du Tchad- CNJT), Fête Nationale de la Jeunesse et Forum National de la Jeunesse pour en faire des moments et lieu où la jeunesse dans toute sa diversité sera représentée et ainsi permettre un brassage optimal.

(ii) Faire du secteur privé le moteur de la création de la richesse. Conscient du fait que le moteur de la création de la richesse est le secteur privé, les mesures fortes de création d'un environnement propice aux investissements seront appliquées, en concertation avec les acteurs nationaux, les différents patronats et partenaires. Une évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du secteur privé (SNDSP) sera opérée afin de tirer les leçons nécessaires au développement optimal du secteur privé ; un appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale (Zlecaf) sera effective ainsi que des actions de sensibilisation et d'appropriation seront effectuées sur le plan directeur d'industrialisation et de diversification économique (PDIDE) ; nous procéderons à la relecture et amélioration des textes régissant le partenariat public-privé (PPP) ainsi que celle de la Charte Nationale des Investissements. Un accent particulier sera mis sur le développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME)

qui sont le cœur du secteur privé. A cet effet, une charte des PME sera élaborée car l'essentiel de nos entreprises sont des PME qu'il nous faut booster pour résorber le chômage et accélérer la croissance économique.

(iii) Gérer de façon optimale nos ressources naturelles : renforcer la bonne gouvernance dans la gestion du pétrole et des ressources minières et géologiques nous permettra d'engranger des revenus additionnels qui serviront dans la diversification économique et préparer dès aujourd'hui notre pays aux défis de la raréfaction des ressources naturelles et fossiles. Le projet d'inventaire minier sur l'ensemble du territoire, la construction d'une usine de raffinage de l'or, la création d'une école des mines et d'industrie à Faya, la relecture et l'adoption du projet de code pétrolier, l'actualisation de la cartographie pétrolière ; la réforme de l'autorité de régulation du secteur pétrolier aval (ARSAT) sont entre autres les actions prioritaires prévues pour améliorer la bonne gouvernance dans ces secteurs cruciaux.

(iv) Aider les partenaires à nous aider en étant exemplaires et diligents. Dans le même ordre, nous travaillerons à **lever tous les goulots d'étranglement** dans le système de gestion des projets, de gestion des marchés publics et autres lourdeurs administratives qui tendent à bloquer drastiquement la capacité d'absorption des ressources mobilisées par le Tchad auprès de partenaires et qui souffrent de **faiblesse chronique dans les décaissements**. Les revues des différents portefeuilles d'activités assorties des mesures à mettre immédiatement en œuvre seront nos actions prioritaires et les consultations ont déjà commencé avec les partenaires concernés. Ce point mérite une mobilisation générale car pendant que nous recherchons les ressources pour répondre aux besoins pressants des Tchadiens, comment comprendre que, par exemple, sur deux milliards de dollars soit plus de 1000 milliards de FCFA approuvés par un partenaire du Tchad pour nous appuyer dans différents secteurs comme celui de l'éducation nationale, de l'énergie et des infrastructures, moins de 10% sont décaissés à cause des problèmes administratifs et des doublons. Ceci est incompréhensible pour nos compatriotes et indéfendable parce qu'il nous prive d'opportunités de financements additionnels. Je veux ici, devant vous, représentants du Peuple, demander à tous les groupes de pression et lobbying qui sont plus intéressés par leur poste dans la gestion des projets et leurs salaires dans les projets, que la souffrance de ce Peuple nous commande d'agir pour lever ces goulots d'étranglement et utiliser ces ressources thésaurisées aujourd'hui. Nous avons le soutien et l'engagement du Président de la République sur cela et nous allons y veiller avec toute l'équipe gouvernementale, car c'est une question de cohérence et de crédibilité collective.

IV. PROMOUVOIR DES MESURES TRANSVERSALES D'ACCELERATION DE L'EFFICACITÉ ET L'ÉQUILIBRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

49. **La cause féminine, notre cause à tous** : parce qu'aucun aigle, aussi puissant soit-il ne peut voler avec une seule aile, nous devons impérativement et de façon irrévocable donner au Tchad son aile masculine et son aile féminine avec un même niveau de force pour voler haut et aller loin.
- (i) **Tendre vers la parité parfaite en commençant par l'ordonnance 12 comme plancher** : Ce gouvernement qui respecte l'ordonnance N°012 du 22 Mai 2018 en consacrant 1/3 de sa composition aux braves et compétentes Tchadiennes, fera de la cause féminine son cheval de bataille dans toutes les institutions, en ligne avec la vision du Président qui lui-même qui a montré la voix en élevant le Ministère de la Femme au rang de ministère d'État il y a quelques mois. Les différents Ministères sont fortement exhortés à appliquer ce quota dans les nominations et promotion dans les départements ministériels. La primature aussi y travaille pour donner l'exemple. Il en sera de même pour les institutions constitutionnelles qui seront mises en place. Nous allons célébrer chaque année les institutions championnes en matière de représentativité féminine et plus globalement celles qui feront efficacement la promotion de toutes les diversités afin d'encourager cette dynamique vertueuse pour notre République.
- (ii) **La participation des femmes aux instances décisionnelles** : au-delà de la représentativité dans l'administration publique, cette période électorale offre aussi l'occasion pour le Gouvernement, appuyé de ses partenaires, en ligne avec les résolutions du DNIS, de renforcer les capacités des femmes dans la participation aux échéances électorales et aux instances décisionnelles électives, en plus des activités devenues incontournables auxquelles nous nous devons continuer à donner un contenu renforcé : forum national de la femme rurale, semaine nationale de la femme.
- (iii) **Protection renforcée de la femme dans la société** : plus globalement, le Gouvernement continuera à renforcer les pouvoirs économiques des femmes à travers des formations en entrepreneuriat, transformation des produits locaux, plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre et au foncier ; renforcer la prévention et les réponses aux violences basées sur le genre (VBG) ; renforcer le cadre normatif de protection de l'enfant pour avoir une politique nationale de protection de l'enfant et de la jeune fille ; la poursuite des diligences en vue de l'adoption du code des personnes et de la famille en prenant en compte de façon consensuelle et républicaine, les préoccupations des différentes parties prenantes.

50. Le Sport : une affaire de santé, pour les jeunes et les personnes âgées, et une affaire économique pour le pays

Une société qui pratique le sport à tous les niveaux est une société en meilleure santé, toutes choses égales par ailleurs. Au-delà des investissements structurants pour favoriser le sport dans toutes les disciplines, le Gouvernement rapprochera le sport des citoyens en développant des aires et complexes multisports dans les quartiers, à destination aussi bien des jeunes que des seniors. Des états généraux du sport tchadien seront organisés pour identifier de façon structurée, les goulots d'étranglements qui minent notre système sportif et empêchent aux Tchadiens d'être au rendez-vous du sport de haut niveau qui est un réel levier économique pour notre pays. Nous rêvons tous de la participation de notre pays à la Coupe d'Afrique des Nations et à la Coupe du monde dans les sports rois. Nous allons commencer à y travailler pour que la prochaine rediffusion de ces compétitions par l'ONAMA voient les Tchadiens chanter la Tchadienne dans les écrans .

51. Culture et art, patrimoine historique : parce que la culture et l'art c'est l'âme et l'identité d'un Peuple, nous devons en faire un instrument de rayonnement de notre pays. Le moment est venu de faire du pays de Toumaï, un endroit de tourisme générateur de revenus et un lieu où les hommes et femmes du monde auraient envie de venir redécouvrir d'où l'humanité est partie. Notre ballet national redynamisé, nos diversités célébrées, chacun de nous devra en devenir le gardien du temple.

- (i) **Actions de Gouvernance et structuration du secteur :** Mise en œuvre des actions prioritaires pertinentes prévues dans le document de politique culturelle du Tchad et le financement du schéma directeur d'aménagement et de développement durable du tourisme au Tchad.
- (ii) **Élever toutes les langues tchadiennes au rang de langues nationales pour préserver l'intégralité de l'identité culturelle tchadienne.** Dans ce monde du 21^{ème} siècle où l'État a l'obligation de comprendre chaque Tchadien et Tchadienne, nous vous proposerons d'élever toutes les langues du Tchad au rang de langues nationales, à distinguer des langues officielles de travail. Ce sera une meilleure manière de préserver ces langues et les promouvoir comme valeur culturelle et identité plurielle du Tchad. Dans la même veine, les programmes de la télévision et radios nationales seront aménagées pour y consacrer des tranches horaires de diffusion des informations dans les **5 langues nationales les plus parlées** du Tchad et la version Internet dans **Onamalive** pourrait avoir des sections entières dédiées à toutes les langues nationales. Ceci renforcera le sentiment d'appartenance à la même nation.
- (iii) **Valorisation du Parc National de Zakouma et du Centre Géographique d'Afrique :** Finalisation du dossier de proposition d'inscription du Parc

National de Zakouma au patrimoine mondial de l'humanité et élaboration du projet d'aménagement du centre géographique de l'Afrique de Doyaba (Sarh)

- (iv) **Rapatriement des œuvres d'art du Tchad et des archives coloniales se trouvant à l'étranger** : il s'agit de nos milliers d'œuvres d'art qui se trouvent en France et les collections privées ainsi que le rapatriement et la numérisation des archives coloniales de Brazzaville.
- (v) **Redynamisation des maisons de culture et construction de trois centres culturels à N'Djamena** : nos maisons de culture meurent et n'honorent pas notre pays. Leur redynamisation offrira des cadres culturels à nos jeunes et aux talents culturels.
- (vi) **Élaboration de la loi sur le statut de l'artiste et appui aux artistes et manifestations culturelles populaires** : afin de donner un statut digne à nos artistes qui sont aussi les Ambassadeurs du Tchad, une loi sur le statut de l'artiste sera proposée. Dans la même veine, le soutien institutionnel et logistique sera pourvu aux artistes qui vont représenter le Tchad à l'international ou aux manifestations culturelles.
- (vii) **Festival Dary du réel au virtuel et inversement**. Le festival Dary qui est un moment national à préserver sera au rendez-vous et renforcé pour le bonheur de tous les Tchadiens et ceux qui visitent le Tchad. Nous allons aussi travailler à réaliser une visite virtuelle en 3D pour nos spécificités culturelles en partenariat avec les entreprises de moteurs de recherche.

52. Promouvoir une Communication pédagogique et responsable pour soutenir l'efficacité de l'action gouvernementale : Nous ferons de la communication de l'action gouvernementale et de la communication avec les citoyens un exercice réellement bidirectionnel.

- (i) **Adopter une politique nationale de communication** : il n'existe pas de politique nationale de communication, nous allons la faire élaborer cette année. Comment rendre la télévision nationale attractive à travers des programmes compétitifs ; comment faire en sorte que la télévision nationale ne soit pas la télévision du Président et du Premier ministre ou de ceux qui gouvernent uniquement mais la télévision de tous les Tchadiens ? Chaque Tchadien sérieux sait qu'il y a du travail à faire dans ce domaine et nous allons nous y atteler.
- (ii) **Démocratiser l'accès de tous les citoyens aux médias publics**. La première fois où je suis invité à la télévision depuis 7 ans c'est en tant que Premier Ministre. J'espère que mon cas sera le dernier cas pour un homme politique national. Nous allons ouvrir les portes des médias nationaux à tous les Tchadiens et faire confiance aux Tchadiens dans leur jugement.

Laissons les Tchadiens se parler dans leur diversité partout. La Haute Autorité des Médias et de l'Audiovisuel, en tant qu'organe Constitutionnel devra veiller à ce rôle de façon autonome et totalement indépendante. Nous allons faire auditer les programmes de la télévision et radio nationales et auditer les ressources humaines de l'ONAMA pour mieux les utiliser au service de tous les Tchadiens en mettant en exergue les talents cachés.

- (iii) **Migrer vers le tout numérique, un devoir en ce 21^{ème} siècle numérique** : le passage au tout numérique sera mené à son terme en urgence car des équipements de grande valeur acquis sur les fonds de l'État à cet effet ne sont pas utilisés à date faute d'infrastructures adéquates.
- (iv) **Renforcer les capacités des acteurs du secteur de la communication** : l'implantation de l'école supérieure des sciences de l'information et de la communication (ESSIC) permettra de renforcer les capacités dans ce secteur dont les besoins de professionnalisation sont nombreux.

Récompenser les talents du secteur et assister financièrement les médias du secteur privé : les politiques de subventions des médias privés et communautaires seront maintenues.

53. Au titre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat, de nombreuses actions sont prévues pour : (i) réformer le guichet unique des affaires foncières ; (ii) améliorer et sécuriser l'accès au foncier ; (iii) gérer les 1529 réserves foncières de N'Djamena ; (iv) réhabiliter et rénover les digues dans quelques localités et arrondissements ; (v) construire des ouvrages de drainage ; (vi) finaliser l'hôtel Toumaï Palace ; (vii) réaliser le projet intégré de lutte contre les inondations et la résilience urbaine de N'djaména. Par ailleurs le gouvernement s'attèlera au titre d'actions de promotion de l'habitat décent pour tous, à concevoir les projets « **1 citoyen 1 toit** » pour faciliter la promotion d'habitat décent pour tous. Ici comme dans les autres ministères, toutes les résolutions et recommandation du DNIS dans ce secteur seront appliquées.

54. Agir pour une Diplomatie au service du développement et une Diaspora active dans l'essor du Tchad.

- (i) **La Diaspora, c'est l'aile du rayonnement du Tchad au cœur d'une diplomatie de développement** : une grande conférence des diasporas tchadiennes sera organisée pour mobiliser les talents de la diaspora et aussi leurs contributions en ressources diverses pour le développement du pays ; Nous travaillerons aussi à faciliter l'établissement des passeports et autres documents d'identité pour les Tchadiens de la Diaspora dans des conditions d'efficacité et de sécurité qu'offrent aujourd'hui le progrès technique.

- (ii) **La digitalisation des services et de l'administration diplomatique devra devenir une réalité cette année** : la mise en œuvre du e-visa, des systèmes d'accès à l'information des ambassades ; le renforcement de la diplomatie économique ; l'amélioration de l'image du Tchad par le paiement régulier des cotisations statutaires dans les organismes ; la redynamisation de la direction des Tchadiens de l'étranger pour le placement offensif de nos cadres dans les organisations internationales et sous-régionales ; la finalisation de la construction des ambassades restées en chantier depuis des années : ambassade du Tchad au Cameroun et en Arabie Saoudite en sont les exemples emblématiques ; la mise à disposition des documents de voyages officiels de facilitation des affaires pour les champions nationaux créateurs de richesse sont autant d'actions qui seront menées par notre diplomatie. Pour l'ensemble des postes internationaux dans lesquels le Tchad est candidat, la diplomatie sera à l'avant pointe pour les campagnes de mobilisation des soutiens africains et non africains.

55. Moderniser la Fonction Publique et recenser nos ressources humaines pour une utilisation et un meilleur déploiement des politiques de développement.

Le Gouvernement prévoit la relecture et l'amélioration des textes de la fonction publique devenus désuets ou inadaptés notamment la loi 17 et les 7 statuts particuliers des corps ; l'automatisation et l'amélioration du suivi de la gestion de carrière dans la fonction publique pour rendre l'emploi public attractif ; la numérisation des archives de l'État ; l'exécution du pacte social triennal. Nous allons aussi instituer une pratique vertueuse dans les nominations et promotions dans l'administration du territoire en privilégiant le mérite, la compétence et la diversité. A cet effet, une synergie des différents organismes et observatoires des ressources humaines sera une priorité d'efficacité. Afin de mieux déployer les politiques de développement, le bouclage du financement assorti du lancement du troisième recensement général de la population (RGPH-3) sera une priorité de ce Gouvernement.

56. Passer à un nouvel échelon de la décentralisation pour être en phase avec les exigences nouvelles de nos populations.

Parce que le vote du référendum constitutionnel dernier est tout sauf un appel au statu quo et parce que nous avons l'obligation de prendre en compte les aspirations d'une franche importante de notre population qui plaide pour plus de responsabilité locale, nous avons le devoir de passer à un échelon supérieur de la décentralisation et de la gestion de l'administration qui doit aboutir à élaborer un document de politique nationale de décentralisation en tirant les leçons des échecs du passé ; réaliser une cartographie administrative réaliste et fonctionnelle en délimitant les unités administratives et en fixant les ressorts territoriaux des collectivités autonomes. A titre d'illustration, notre pays est passé de 276 sous-préfectures en 2017 à 422 en 2021 et la plupart de ces unités administratives n'ont même pas de ressort territorial. La situation est encore pire pour ce qui concerne les cantons qui

ont connu une réelle inflation dans le nombre. Ceci est une véritable pagaille administrative qui demande de retrousser les manches pour mettre de l'ordre. Les politiques de décentralisation initiées en 1996 ont été un échec collectif, travaillons donc à corriger cela pour faire démarrer la 5^{ème} République dans des meilleures conditions de service du Peuple.

57. Renforcer la transformation des forces de défenses et de sécurité pour les porter des forces 2 étoiles admirées à des forces 5 étoiles célébrées demain.

- (i) **Actions de renforcement des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) :** Le gouvernement s'attèlera à la poursuite des commissions mixtes pour la ville de N'Djamena et dans les chefs-lieux des provinces tout en renforçant les opérations de désarmement des civils. Un point d'honneur sera mis sur le renforcement des capacités techniques, tactiques et opérationnelles des commissaires, commandants des corps urbains, commandants de bridage de gendarmerie et Garde Nationale et Nomade du Tchad (GNNT), avec un accent particulier sur la vulgarisation du code de la déontologie des forces de sécurité intérieures. Un recrutement de 8000 agents de police, gendarmerie et GNNT est prévu afin de renforcer le ratio du nombre minimal d'agent de sécurité intérieure par population. La création d'un hôpital de la Police Nationale et d'une École Nationale supérieure de la police est aussi prévue pour renforcer les capacités. Au titre de la lutte contre le grand banditisme et le terrorisme, les enlèvements contre rançon réguliers dans les régions comme le Mayo Kebbi feront l'objet d'une attention particulière de mon Gouvernement qui a un mandat constitutionnel de mettre en œuvre la politique de sécurité. Des moyens conséquents sont prévus pour la prévention dans ce domaine. Pour mieux prévenir les conflits intercommunautaires, nous mettrons en place des unités spéciales d'interventions rapides des FSI.
- (ii) **Armée et sécurisation de nos frontières :** la réforme de l'armée du Tchad admirée aujourd'hui pour la faire passer à une armée célébrée est un vaste chantier qui nécessite que chaque minute lui soit consacrée y compris pendant cette période de transition avec méthode, discipline et discernement. Aujourd'hui, cette armée du Tchad qui est à 20% de son potentiel est plus puissante que d'autres armées africaines, mais il n'en demeure pas moins que nous pouvons la faire passer de 20% à 100% de son potentiel pour la rendre redoutable dans ce monde où la branche cyber-armée par exemple devra être renforcée. Aux portes de cette armée du Tchad, frappent certains de nos compatriotes qu'il faut accueillir pour que dans la diversité, le patriotisme qui est l'âme de tous les soldats se répande dans les cœurs des Tchadiens du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest en passant par le Centre afin de parfaire sa dimension nationale. En lançant l'appel au concours des officiers, nous avons vu l'affluence de tous ces

jeunes qui veulent devenir les Askar du Tchad. Le Gouvernement s'engage donc à poursuivre la réforme de l'armée engagée et permettra la montée en puissance de la justice militaire. Nous veillerons aussi à la poursuite du programme de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR) tout en renforçant la modernisation de cette armée grâce à des équipements modernes et en renforçant leurs capacités par des formations de recyclage des militaires dans les écoles militaires et centre d'instruction. Pour améliorer les conditions de vie de nos soldats, sous-officiers et officiers, la mise en œuvre et la montée en puissance des organismes sous tutelle comme l'Économat des armées, la Caisse Assurance Maladie des Armées (CAMA); l'Hôpital d'Instruction des Armées, la Pharmacie Centrale d'Approvisionnement (PCA) seront en priorité dans l'action gouvernementale. La finalisation des infrastructures militaires et la construction de nombreuses casernes sont prévues aussi au courant de cette année. Au regard de la situation précaire dans les pays voisins, un renforcement spécial du dispositif militaire dans les zones opérationnelles frontalières avec les pays voisins sera effectif. Grâce à l'engagement de nos FDS, nous devons veiller pour que l'hospitalité et l'accueil de nos frères africains en détresse qui arrivent sur notre territoire ne soit pas une poche de vulnérabilité pour des mal intentionnés qui s'y glisseraient pour nous créer des problèmes sécuritaires. Nous faisons confiance à nos FDS qui y travaillent jour et nuit.

- (iii) **Faire de nos forces de sécurité, des agents de développement à leurs heures utiles.** Quand elles ne sont pas occupées sur les fronts de leur principale mission, nos Forces de Défense et Sécurité seront utilement et efficacement engagées dans les actions civilo-militaires dont les forages d'eau, l'aide à la discipline des écoliers récalcitrants dans les écoles, les soins par unités militaires et toutes les actions de génie militaire. Ces types d'actions permettront aux militaires de se rapprocher encore davantage de nos populations et de conquérir davantage leur cœur. Nous avons tous salué l'action du génie militaire à l'occasion des inondations de l'année 2023 et c'est aussi cela les FDS que nous aimons.
- (iv) **Ouvrir le débat sur l'opportunité d'un mémorial SAO pour nos FDS tombés sur les théâtres contre les terroristes et d'un statut particulier pour les membres du Conseil Militaire de Transition :** il s'agit d'actions et de mesures à proposer en reconnaissance à leur rôle central dans la préservation de la paix nécessaire au nouveau départ pour notre pays depuis avril 2021. Pourquoi ne pas les élever avec d'autres Tchadiens, au rang des pères fondateurs de la 5^{ème} République avec des reconnaissances pour l'avenir ?

58. Agir pour une mobilisation plus efficace des ressources financières internes et externes.

Autant le nerf de la guerre est la finance, autant le nerf de la refondation du Tchad et de la transformation de la vie des Tchadiens et Tchadiennes, c'est bien les finances dont leur disponibilité à temps, leur gestion rationnelle et leur priorisation optimale sera décisive dans la réalisation de l'ensemble des réformes, projets et actions gouvernementales au service de nos concitoyens. La Mobilisation optimale des ressources internes par le ministère des Finances et les institutions sous tutelle et celle auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) par le Ministère chargé de la Coopération internationale sera une priorité absolue pour financer la mise en œuvre des différentes résolutions, organiser les élections et pour répondre à toutes ces priorités et attentes urgentes de nos concitoyens.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Nationaux,**

Permettez-moi de terminer mon propos en vous parlant de la plus grande ressource sur laquelle nous allons compter pour retrousser les manches et travailler à gagner chaque mètre carré prévu par ce Gouvernement. Cette ressource, c'est le peuple tchadien qui est un Peuple nouveau, exigeant et plus jaloux de sa dignité.

Chaque Tchadien et Tchadienne sera le maçon au pied du mur dont la truelle, l'énergie, l'intelligence et l'ingéniosité permettront de réaliser ce Programme soumis à vous. Nous avons une obligation de résultats et je suis venu avec mon Gouvernement vous demander la permission et mobiliser pleinement cette énergie renouvelable qu'est le Peuple des SAO, afin de voir ensemble notre avenir en grand à l'image de nos ancêtres qui sont des géants et ainsi réaliser ensemble la promesse faite il y a de cela 6 décennies pour que nos voisins admirent nos enfants joyeux, pacifiques, qui avancent en chantant. C'est vers ce Peuple résilient que nous repartirons et c'est avec ce Peuple qui a appris à endurer dans la douleur, les précarités tout en gardant sa dignité que nous allons marcher ensemble vers la terre promise de justice et d'égalité et de protection pour tous les Tchadiens dans les 1 284 000 km².

C'est à ce Peuple que mon Gouvernement et moi-même, nous voulons faire une révérence ultime et lui demander de se mobiliser comme jamais dans toute sa diversité afin de réaliser ce Programme de réalisme et volontarisme que nous soumettons ici à votre appréciation et feu vert. Un grand africain a dit, cela semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait. C'est avec cette ferme conviction que nous demandons donc à travers vous les honorables représentant, à ce Peuple, de retrousser les manches et transformer l'impossible en possible. Et si ce n'est pas maintenant, c'est quand ? Et si ce n'est pas avec ce Peuple, qui d'autre attendrons-nous pour refonder le Tchad et transformer la vie des Tchadiens et Tchadiennes ?

Que Dieu vous bénisse et qu'il prenne en garde notre pays. Je vous remercie.